



## CHAPITRE 78

### Loi des droits sur certaines mutations de propriétés

Exécution de la loi.

1. Sous la direction immédiate du ministre du revenu, le sous-ministre du revenu est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 79, a. 9.

Transport par syndic, etc.

2. Tout transport, vente ou cession d'immeuble consenti par un syndic ou autre personne autorisée, suivant les dispositions des Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 14 (*Loi sur la faillite*) est sujet au paiement par l'acquéreur, d'un droit de deux et demi pour cent, au profit de Sa Majesté.

Liquidateur.

Est aussi sujet au paiement par l'acquéreur d'un droit de deux et demi pour cent, au profit de Sa Majesté, tout transport, vente ou cession d'immeuble consenti de gré à gré par un liquidateur suivant les dispositions des Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 296 (*Loi des liquidations*), ou par lui consenti sur enchères publiques, mais sans observer les formalités indiquées dans la section vi de la Loi de certaines procédures (chap. 22);

Perception et calcul du droit.

Ce droit de deux et demi pour cent est perçu par le ministère du revenu, à Québec, et est calculé sur le montant le plus élevé que donne soit la considération du transport, vente ou cession, soit l'évaluation municipale de l'immeuble, si cette évaluation existe.

Considération.

La considération comprend:

- a) Le prix;
- b) Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations qui appartiennent

## CHAPTER 78

### Property Transfer Duty Act

1. Under the immediate direction of the Minister of Revenue, the Deputy Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 79, s. 9.

Carrying out of act.

2. Every transfer, sale or conveyance of immoveable property by a trustee or other authorized person, under the provisions of the act of the Revised Statutes of Canada, 1952, Chapter 14 (*The Bankruptcy Act*), shall be subject to the payment, by the acquirer, of a duty of two and one-half per cent, for the benefit of Her Majesty.

Transfer by trustees, etc.

Every transfer, sale or conveyance of immoveable property by private agreement by a liquidator under the provisions of the Revised Statutes of Canada, 1952, Chapter 296 (*Winding-up Act*), or effected by him at public auction, but without the formalities set forth in Division VI of the Special Procedure Act (Chap. 22), is also subject to the payment, by the acquirer, of a duty of two and one-half per cent, for the benefit of Her Majesty;

Liquidator.

Such duty of two and one-half per cent shall be collected by the Department of Revenue, at Quebec, and shall be calculated on the highest amount represented either by the consideration of the transfer, sale or assignment, or by the municipal valuation of the immoveable, if any there be.

How duty collected and calculated.

The consideration shall include:

- (a) The price;
- (b) The charges, privileges, hypothecs and other claims belonging to persons

Consideration.

à des personnes autres que l'acquéreur et dont le paiement est fait ou assumé par l'acquéreur, avec ou sans novation, ou est autrement mis ou pris à sa charge;

(c) Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations et droits qui appartiennent à l'acquéreur et qui sont libérés, abandonnés ou rendus caducs, à raison de ou par suite de son acquisition.

Absence  
de consi-  
dération.

Si le transport ou la cession de l'immeuble est fait sans considération et si l'immeuble n'est pas évalué pour les fins municipales, le ministre du revenu évalue l'immeuble et le droit est calculé sur cette évaluation.

Docu-  
ments.

Immédiatement après l'exécution de l'acte de transport, vente ou cession de l'immeuble, l'acquéreur doit fournir au ministère du revenu, à Québec, les documents requis pour établir le montant du droit à payer, notamment, une copie officielle de cet acte et de l'ordonnance de la Cour ou du registraire des faillites et le certificat de l'officier municipal en charge, donnant l'évaluation municipale de l'immeuble à la date de l'exécution de cet acte. S. R. 1941, c. 79, a. 2.

Peine  
pour refus  
de payer.

3. L'acquéreur d'un immeuble, qui refuse ou néglige de payer le montant du droit imposé par l'article 2, dans les cas prévus par ledit article, encourt une pénalité égale au double du montant du droit exigible, recouvrable devant le tribunal compétent, par le sous-ministre du revenu.

Procé-  
dure.

Ces poursuites sont considérées comme sommaires et sont régies par les dispositions des articles 1150 à 1162, inclusivement, du Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 79, a. 3; 14 Geo. VI, c. 19, a. 1.

Privilège  
de la cou-  
ronne.

4. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice. S. R. 1941, c. 79, a. 4.

Enregis-  
trément.

5. Aucun registraire ne peut enregistrer dans ses livres un transport, vente

other than the acquirer and the payment whereof is made or assumed by the acquirer, with or without novation, or is otherwise placed or taken at his charge;

(c) The charges, privileges, hypothecs and other claims and rights belonging to the acquirer and which are discharged or abandoned or which lapse, through or as a consequence of his acquisition.

No con-  
sideration.

If the transfer or assignment of the immovable is made without consideration and if the immovable is not valued for municipal purposes, the Minister of Revenue shall value the immovable and the duty shall be calculated on such valuation.

Docu-  
ments.

Immediately after the execution of the deed of transfer, sale or assignment of the immovable, the acquirer shall supply the Department of Revenue, at Quebec, with the documents necessary to establish the amount of duty to be paid, especially, an official copy of such deed and of the order of the Court or of the registrar of bankruptcy, and the certificate of the municipal officer in charge, giving the municipal valuation of the immovable at the date of the execution of such deed. R. S. 1941, c. 79, s. 2.

Penalty  
for non-  
payment.

3. Every person who acquires any immovable property, and who neglects or refuses to pay the amount of the duty imposed by section 2, in the cases mentioned in such section, shall incur a penalty equal to double the amount of the duty exigible, which penalty may be recovered by the Deputy Minister of Revenue, before any court having jurisdiction.

Proce-  
dure.

Every such action shall be considered as a summary action, and shall be governed by the provisions of articles 1150 to 1162 inclusive of the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 79, s. 3; 14 Geo. VI, c. 19, s. 1.

Privilège  
of Crown.

4. Any sum due to the Crown under this act shall constitute a privileged debt. R. S. 1941, c. 79, s. 3; 14 Geo. VI, c. 19, s. 4.

Registra-  
tion.

5. The registrar shall not register in his books a transfer, sale or assignment

ou cession d'immeuble sujet au droit imposé par cette loi, à moins que le certificat du sous-ministre du revenu, attestant que ce droit a été payé, ou qu'il n'y en a pas d'exigible, n'ait été préalablement déposé à son bureau et inscrit à l'index des immeubles. S. R. 1941, c. 79, a. 5; 11 Geo. VI, c. 72, a. 45; 12 Geo. VI, c. 45, a. 39.

of an immovable liable for the duty imposed by this act, unless the certificate of the Deputy Minister of Revenue, establishing that such duty has been paid, or that none is exigible, has been previously deposited in his office and entered in the index of immovables. S. R. 1941, c. 79, s. 5; 11 Geo. VI, c. 72, s. 45; 12 Geo. VI, c. 45, s. 39.

Ventilation.

6. Lorsque le prix de vente comprend des biens meubles et immeubles, la partie du prix de vente sur laquelle le droit imposé par l'article 2 de la présente loi est calculé, est établie par la Régie des services publics, sur requête sur laquelle il est procédé par voie sommaire. S. R. 1941, c. 79, a. 6.

6. When the price of sale includes moveable and immovable property, that part of the price of sale on which the duty imposed by section 2 of this act is calculated, shall be established by the Public Service Board, upon procedure by way of summary petition. R. S. 1941, c. 79, s. 6.

Establishing price.

Avis par le registraire.

7. Le registraire de toute division d'enregistrement auquel est présentée, pour enregistrement, une mutation de propriété faite en la manière indiquée à l'article 2 de la présente loi, est tenu d'en donner avis dans les quinze jours au sous-ministre du revenu indiquant les noms, prénom et adresse de l'acquéreur, du failli ou de la compagnie en liquidation, et du syndic ou liquidateur, le prix d'achat, le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble, le montant de la valeur municipale de l'immeuble, les montants des charges et hypothèques que l'acquéreur s'est chargé de payer par le contrat, la date de la vente et la description de la propriété. Le registraire a droit à un honoraire de deux dollars pour cet avis, payable par le ministère du revenu. S. R. 1941, c. 79, a. 7.

7. The registrar of any registration division to whom there is presented, for registration, a transfer of property, made in the manner indicated in section 2 of this act, shall give notice thereof within fifteen days to the Deputy Minister of Revenue stating the name in full and address of the acquirer, and of the insolvent or of the company in liquidation, and of the trustee or liquidator, the purchase price, the amount of the first hypothec affecting the immovable, the amount of the municipal valuation of the immovable, the amounts of the charges and hypothecs which the acquirer is called upon to pay by the contract, the date of sale and the description of the property. The registrar shall be entitled to a fee of two dollars for such notice, payable by the Department of Revenue. R. S. 1941, c. 79, s. 7.

Notice by registrar.

Fee.

Honoraire.

Règlements.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 79, a. 8.

8. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he may deem necessary for the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 79, s. 8.

Regulations.